

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION EXTRAORDINAIRE DE 2010

16 SEPTEMBRE 2010

RÉVISION DE LA CONSTITUTION

Révision de l'article 195 de la Constitution

*(Déclaration du pouvoir législatif,
voir le « Moniteur belge » n° 135 —
Éd. 2 du 7 mai 2010)*

(Déposée par M. Johan Vande Lanotte et consorts)

DÉVELOPPEMENTS

La présente proposition doit être lue conjointement avec nos propositions n^{os} 5-97/1 à 5-108/1 - SE 2010.

Au début des années nonante, les accords de la Saint-Michel ont redessiné en profondeur notre paysage institutionnel. Les régions et les communautés sont devenues des entités à part entière et c'est en 1995 qu'a eu lieu la première élection directe des parlements des entités fédérées. Les accords de la Saint-Michel prévoyaient aussi de faire du Sénat une chambre de réflexion et un lieu de rencontre des communautés.

Or, le Sénat n'est pas parvenu à assumer correctement ce rôle de manière constante. De plus, comme les responsables politiques ne sont plus soumis à l'obligation de lui rendre des comptes, le Sénat a perdu de son influence. En réalité, le fait qu'il ait toujours existé constitue l'essentiel de sa raison d'être.

Nous sommes d'avis que le Sénat doit être remplacé par un organe non permanent. Ce principe figurait d'ailleurs déjà dans l'accord marathon du 26 avril 2002. La suppression du Sénat en tant qu'organe permanent permettrait non seulement de simplifier la

BELGISCHE SENAAAT

BUITENGEWONE ZITTING 2010

16 SEPTEMBER 2010

HERZIENING VAN DE GRONDWET

Herziening van artikel 195 van de Grondwet

*(Verklaring van de wetgevende macht,
zie « Belgisch Staatsblad » nr. 135 —
Ed. 2 van 7 mei 2010)*

(Ingediend door de heer Johan Vande Lanotte c.s.)

TOELICHTING

Dit voorstel moet worden samengelezen met onze voorstellen nrs. 5-97/1 tot 5-108/1 - BZ 2010.

Begin jaren negentig hertekende het Sint-Michiels-akkoord ons institutioneel landschap fors. Gewesten en Gemeenschappen werden volwaardig uitgebouwd. In 1995 kregen we de eerste rechtstreekse verkiezing van de deelstaatparlementen. Het Sint-Michiels-akkoord tekende voor de Senaat een rol uit als reflectiekamer en ontmoetingsplaats van de Gemeenschappen.

Die opdracht heeft de Senaat evenwel niet op een constante wijze naar behoren kunnen waarmaken. Ook het ontbreken van een politieke verantwoordingsplicht tegenover de Senaat heeft de slagkracht van de instelling aangetast. Eigenlijk is een flink stuk van de bestaansreden van de Senaat net het feit dat hij altijd bestaan heeft.

Wij zijn van oordeel dat de Senaat moet vervangen worden door een niet-permanent orgaan. Dat principe werd overigens reeds opgenomen in het zogenaamde Marathon-akkoord van 26 april 2002. De afschaffing van de Senaat als permanent orgaan zou de staats-

structure de l'État mais aussi de réaliser des économies substantielles.

Notre proposition prévoit de transformer le Sénat en un organe non permanent composé de 70 sénateurs, dont 35 issus du groupe linguistique français et 35 du groupe linguistique néerlandais. En principe, toutes les décisions prises devront réunir une majorité dans les deux groupes linguistiques. Le Sénat deviendra ainsi un Sénat des communautés à part entière.

Ses compétences se limiteront à quelques matières essentielles telles que la révision de la Constitution, les législations spéciales et l'assentiment aux traités mixtes et aux accords de coopération.

La présente proposition entend donner corps à ce projet.

Elle met fin au principe énoncé par l'article 36 de la Constitution, qui prévoit que le pouvoir législatif fédéral s'exerce collectivement par le Roi, la Chambre des représentants et le Sénat, et confie cette compétence exclusivement au Roi et à la Chambre des représentants.

L'article 43 de la Constitution répartit les membres de la Chambre et du Sénat en un groupe linguistique français et un groupe linguistique néerlandais. Le nouvel article 43 de la Constitution que nous proposons applique cette répartition à la nouvelle composition de la Chambre et du Sénat.

L'article 45 de la Constitution dispose que le Roi peut ajourner les Chambres. La présente proposition vise à supprimer cette possibilité d'ajournement.

L'article 46 de la Constitution précise les conditions dans lesquelles le Roi peut dissoudre la Chambre des représentants. Le nouvel article 46 de la Constitution que nous proposons supprime ces possibilités. La Chambre ne pouvant plus être dissoute, la disposition qui prévoit que la dissolution de la Chambre entraîne la dissolution du Sénat devient sans objet. La Chambre et le Sénat deviendront ainsi des parlements de législature.

L'article 54 de la Constitution règle la procédure dite de la « sonnette d'alarme » à la Chambre et au Sénat. La présente proposition prévoit que cette procédure ne pourra plus être activée qu'à la Chambre.

L'article 56 de la Constitution dispose que la Chambre et le Sénat ont le droit d'enquête. Le nouvel article 56 de la Constitution que nous proposons limite ce droit d'enquête à la Chambre.

L'article 57 de la Constitution règle l'examen des pétitions à la Chambre et au Sénat. La présente proposition de révision de la Constitution réserve l'examen des pétitions à la Chambre.

structuur niet alleen vereenvoudigen, het levert ook een forse besparing op.

In ons voorstel wordt de Senaat een niet-permanent orgaan bestaande uit 70 senatoren. Onder hen behoren 35 senatoren tot de Nederlandse taalgroep en 35 senatoren tot de Franse taalgroep. In beginsel worden alle beslissingen genomen door een meerderheid in beide taalgroepen. Zo wordt de Senaat een volwaardige Senaat der Gemeenschappen.

De Senaat zal zich beperken tot enkele kerntaken als de grondwetsherziening, bijzondere wetgeving en instemming met gemengde verdragen en samenwerkingsakkoorden.

Dit voorstel wil vaste vorm geven aan dit plan.

Het stapt af van het principe van artikel 36 van de Grondwet, dat bepaalt dat de federale wetgevende macht gezamenlijk wordt uitgeoefend door de Koning, de Kamer van volksvertegenwoordigers en de Senaat en wil die bevoegdheid beperken tot enkel de Koning en de Kamer van volksvertegenwoordigers.

Artikel 43 van de Grondwet deelt de Kamer en de Senaat op in een Nederlandse en een Franse taalgroep. Het voorgestelde artikel 43 van de Grondwet past deze indeling toe op de nieuwe samenstelling van Kamer en Senaat.

Artikel 45 van de Grondwet bepaalt dat de Koning de Kamers kan verdagen. Dit voorstel strekt ertoe de mogelijkheid van verdaging op te heffen.

Artikel 46 van de Grondwet bevat de wijzen waarop de Koning de Kamer van volksvertegenwoordigers kan ontbinden. Het voorgestelde artikel 46 van de Grondwet schaft deze mogelijkheden af. Daar de Kamer niet langer ontbonden kan worden, zal de ontbinding van de Kamer natuurlijk ook niet langer de ontbinding van de Senaat tot gevolg hebben. De Kamer en de Senaat worden zo legislatuurparlementen.

Artikel 54 van de Grondwet bevat de regeling van de zogenaamde « alarmbelprocedure » in Kamer en Senaat. Dit voorstel strekt ertoe deze procedure enkel mogelijk te maken in de Kamer.

Artikel 56 van de Grondwet stelt dat zowel de Kamer als de Senaat het recht van onderzoek hebben. Het voorgestelde artikel 56 van de Grondwet beperkt dit recht van onderzoek tot de Kamer.

Artikel 57 van de Grondwet bevat de behandeling van verzoekschriften in Kamer en Senaat. Dit voorstel tot herziening van de Grondwet beperkt de behandeling van verzoekschriften tot de Kamer.

Le nouvel article 61 de la Constitution que nous proposons détermine la nouvelle composition de la Chambre des représentants. Celle-ci comptera désormais 165 membres, dont 150 seront élus directement. Les 15 membres restants seront désignés par les députés élus directement. La désignation de cette deuxième catégorie de députés s'effectuera à la majorité spéciale.

L'actuel article 63, § 1^{er}, de la Constitution, dispose que la Chambre des représentants compte 150 membres. Cette disposition est abrogée.

L'actuel article 64 de la Constitution énonce les conditions d'éligibilité des députés. Étant donné qu'outre les 150 députés élus directement, la Chambre comptera aussi 15 députés désignés, il importe que l'article 64 proposé fixe également les conditions de désignation de ces 15 députés.

L'article 65 de la Constitution dispose que les membres de la Chambre des représentants sont élus pour quatre ans et que la Chambre est renouvelée tous les quatre ans. La présente proposition de révision prévoit que les députés élus directement le seront pour cinq ans et que les députés désignés le seront également pour cinq ans. Étant donné que les parlements de communauté et de région sont élus pour cinq ans, l'élection des députés coïncidera désormais avec l'élection des membres des parlements de communauté et de région.

L'article 67 fixe la composition du Sénat. La présente proposition entend faire désigner 70 sénateurs par les parlements des différentes communautés: 35 par le Parlement flamand, 34 par le Parlement de la Communauté française et 1 par le Parlement de la Communauté germanophone. Dans leur grande majorité, ces sénateurs devront déjà être membres des parlements de communauté ou de région ou de leurs gouvernements. Le Parlement de la Communauté française, le Parlement de la Région wallonne et le groupe linguistique français du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale s'entendront sur la désignation des 34 sénateurs par le Parlement de la Communauté française. Une représentation minimale de chaque sexe est prévue.

Le nouvel article 68 de la Constitution que nous proposons adapte à la nouvelle composition du Sénat les modalités de répartition des sénateurs selon le système de la représentation proportionnelle.

L'actuel article 70 de la Constitution dispose que les sénateurs sont élus ou désignés pour quatre ans et que le Sénat est renouvelé tous les quatre ans. Le nouvel article 70 de la Constitution que nous proposons entend faire désigner les sénateurs pour une période de cinq ans.

Het voorgestelde artikel 61 van de Grondwet bevat de nieuwe samenstelling van de Kamer van volksvertegenwoordigers. Deze zal voortaan bestaan uit 165 leden. Onder hen worden 150 kamerleden rechtstreeks verkozen. Daarnaast worden 15 kamerleden aangewezen door de rechtstreeks verkozen kamerleden. De aanwijzing van deze tweede categorie van kamerleden gebeurt bij bijzondere meerderheid.

Het huidige artikel 63, § 1, van de Grondwet bepaalt dat de Kamer van volksvertegenwoordigers bestaat uit 150 leden. Deze bepaling wordt opgeheven.

Het huidige artikel 64 van de Grondwet bevat de verkiesbaarheidvoorwaarden van de kamerleden. Daar in dit voorstel de Kamer behalve uit 150 rechtstreeks verkozen kamerleden ook zal bestaan uit 15 aangewezen kamerleden, bevat dit artikel voortaan ook de aanwijzingsvoorwaarden van die 15 kamerleden.

Artikel 65 van de Grondwet bepaalt dat de leden van de Kamer van volksvertegenwoordigers voor vier jaar gekozen worden. Om de vier jaar wordt de Kamer vernieuwd. Dit voorstel tot herziening wil de rechtstreeks verkozen kamerleden voor 5 jaar verkiezen en de aangewezen kamerleden voor 5 jaar aanwijzen. Aangezien ook de Gemeenschaps- en Gewestparlementen voor vijf jaar worden verkozen, zal voortaan de verkiezing van de kamerleden samenvallen met de verkiezing van de leden van de Gemeenschaps- en Gewestparlementen.

Artikel 67 bepaalt de samenstelling van de Senaat. Het huidige voorstel strekt ertoe 70 senatoren te laten aanwijzen door de parlementen van de verschillende Gemeenschappen. 35 Senatoren worden aangewezen door het Vlaams Parlement, 34 door het Parlement van de Franse Gemeenschap en 1 senator door het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap. Het overgrote deel van deze senatoren moet reeds lid zijn van de Gemeenschaps- of Gewestelijke parlementen of regeringen. Het Parlement van de Franse Gemeenschap, het Parlement van het Waals Gewest en de Franse taalgroep van het Parlement van Brussels Hoofdstedelijk Gewest maken onderling afspraken over de aanwijzing van de 34 senatoren die door het Parlement van de Franse Gemeenschap aangewezen worden. Er wordt in een minimale vertegenwoordiging van elk geslacht voorzien.

Het voorgestelde artikel 68 van de Grondwet past de wijze aan waarop de senatoren worden verdeeld volgens het stelsel van evenredige vertegenwoordiging aan de nieuwe samenstelling van de Senaat.

Het huidige artikel 70 van de Grondwet bepaalt dat de senatoren voor 4 jaar gekozen of aangewezen worden. Om de 4 jaar wordt de Senaat vernieuwd. Het voorgestelde artikel 70 van de Grondwet wil de senatoren laten aanwijzen voor een periode van 5 jaar.

L'article 71, alinéa 2, de la Constitution dispose que les sénateurs ont droit à être indemnisés de leurs débours et que cette indemnité est fixée à quatre mille francs par an. La présente proposition supprime cette indemnité pour les sénateurs.

L'article 72 de la Constitution concerne les sénateurs de droit. La présente proposition entend les supprimer.

L'article 74 de la Constitution fixe les matières pour lesquelles le pouvoir législatif fédéral s'exerce collectivement par le Roi et la Chambre des représentants. La présente proposition abroge l'article 74 à partir du prochain renouvellement intégral de la Chambre des représentants et du Sénat et le remplace par un nouvel article 74 qui fixe les matières pour lesquelles le pouvoir législatif fédéral s'exerce collectivement par le Roi et le Sénat. Il s'agit, d'une part, des lois portant assentiment à des traités relatifs à des matières pour lesquelles tant les Communautés et/ou les Régions que l'autorité fédérale sont compétentes et, d'autre part, des lois portant assentiment à des accords de coopération entre l'autorité fédérale, les Communautés et les Régions.

L'actuel alinéa 2 de l'article 75 de la Constitution dispose que, sauf pour les matières visées à l'article 77, les projets de loi soumis aux Chambres à l'initiative du Roi sont déposés à la Chambre des représentants et transmis ensuite au Sénat. La présente proposition entend remplacer l'alinéa 2 pour faire en sorte que les projets de loi qui règlent une matière visée à l'article 77 et qui sont soumis aux Chambres à l'initiative du Roi soient déposés à la Chambre des représentants et transmis ensuite au Sénat.

L'actuel article 75, alinéa 3, de la Constitution dispose que les projets de loi portant assentiment aux traités soumis aux Chambres à l'initiative du Roi sont déposés au Sénat et transmis ensuite à la Chambre des représentants. La présente proposition vise à abroger cette disposition.

La présente proposition vise à insérer un article *76bis* nouveau permettant de soumettre les projets de loi adoptés par la Chambre à une deuxième lecture. Une commission de réflexion composée des députés désignés sera chargée de cette tâche.

L'article 77 de la Constitution précise les matières pour lesquelles la Chambre et le Sénat sont compétents sur un pied d'égalité. La présente proposition prévoit que, dorénavant, par dérogation à l'article 36 de la Constitution, le pouvoir législatif fédéral s'exercera collectivement par le Roi, la Chambre des représentants et le Sénat pour un nombre limité de

Artikel 71, tweede lid, van de Grondwet bepaalt dat de senatoren recht hebben op een vergoeding van hun onkosten. Deze vergoeding werd vastgesteld op vierduizend frank per jaar. Dit voorstel schaft de vergoeding voor de senatoren af.

Artikel 72 van de Grondwet betreft de senatoren van rechtswege. Dit voorstel wil de senatoren van rechtswege afschaffen.

Artikel 74 van de Grondwet bepaalt de aangelegenheden waarvoor de federale wetgevende macht gezamenlijk wordt uitgeoefend door de Koning en de Kamer van volksvertegenwoordigers. In dit voorstel wordt artikel 74 opgeheven vanaf de eerstkomende algehele vernieuwing van de Kamer van volksvertegenwoordigers en de Senaat door het te vervangen door een nieuw artikel 74 dat de aangelegenheden bepaalt waarvoor de federale wetgevende macht gezamenlijk wordt uitgeoefend door de Koning en de Senaat. Het betreft enerzijds instemmingswetten met verdragen die betrekking hebben op aangelegenheden waarvoor zowel de Gemeenschappen en/of Gewesten als de federale overheid bevoegd zijn. Anderzijds betreft het de instemmingswetten met samenwerkingsakkoorden tussen de federale overheid, de Gemeenschappen en de Gewesten.

Het huidige tweede lid van artikel 75 van de Grondwet stelt dat, behalve voor de aangelegenheden bedoeld in artikel 77, de wetsontwerpen worden voorgelegd aan de Kamers op initiatief van de Koning, worden ingediend in de Kamer van volksvertegenwoordigers en vervolgens worden overgezonden aan de Senaat. Dit voorstel wil het tweede lid vervangen zodat de wetsontwerpen die een aangelegenheid bedoeld in artikel 77 regelen en die op initiatief van de Koning aan de Kamers worden voorgelegd, ingediend worden in de Kamer van volksvertegenwoordigers en vervolgens overgezonden worden aan de Senaat.

Het huidige artikel 75, derde lid, van de Grondwet bepaalt dat de wetsontwerpen houdende instemming met verdragen voorgelegd worden aan de Kamers op initiatief van de Koning, ingediend worden in de Senaat en vervolgens overgezonden worden aan de Kamer van volksvertegenwoordigers. Het voorliggende voorstel strekt ertoe deze bepaling op te heffen.

Dit voorstel strekt ertoe een nieuw artikel *76bis* in te voegen dat toelaat dat door de Kamer aangenomen wetsontwerpen aan een tweede onderzoek worden onderworpen. Een reflectiecommissie bestaande uit de aangewezen Kamerleden zal zich op deze taak toeleggen.

Artikel 77 van de Grondwet bevat de aangelegenheden waarvoor Kamer en Senaat gelijkelijk bevoegd zijn. Het huidige voorstel stelt dat voortaan, in afwijking van artikel 36 van de Grondwet, de federale wetgevende macht gelijkelijk zal uitgeoefend worden door de Koning, de Kamer en de Senaat voor een aantal aangelegenheden. Die aangelegenheden worden

matières, à savoir la déclaration de révision de la Constitution et la révision de la Constitution, les matières qui doivent être réglées par les deux Chambres en vertu de la Constitution, les matières énumérées au 3^o et les lois à majorité spéciale.

L'article 83 de la Constitution dispose que toute proposition de loi et tout projet de loi précisent s'il s'agit d'une matière visée à l'article 74, 77 ou 78 de la Constitution. Le nouvel article 83 de la Constitution que nous proposons prévoit que, désormais, il conviendra de préciser si une proposition de loi règle une matière pour laquelle le pouvoir législatif s'exerce collectivement par le Roi et la Chambre des représentants, ou par le Roi, la Chambre et le Sénat, ou encore par le Roi et le Sénat.

L'actuel article 90, alinéa 1^{er}, deuxième phrase, de la Constitution règle l'hypothèse dans laquelle les Chambres sont dissoutes à la mort du Roi. Cette disposition est abrogée par la présente proposition.

L'article 100, alinéa 2, deuxième phrase, de la Constitution dispose que le Sénat peut requérir la présence des ministres pour la discussion d'un projet ou d'une proposition de loi ou pour l'exercice de son droit d'enquête. La présente proposition vise à supprimer la possibilité pour le Sénat de requérir la présence de ministres dans le cadre du droit d'enquête. En effet, de par la modification de l'article 56 de la Constitution, le Sénat ne dispose plus du droit d'enquête.

L'article 119, deuxième phrase, de la Constitution dispose que le mandat de membre d'un parlement de communauté ou de région est incompatible avec le mandat de sénateur. La présente proposition vise à supprimer cette incompatibilité afin de permettre aux parlements de communauté de désigner les sénateurs en grande partie parmi leurs membres.

L'article 143 de la Constitution règle la prévention et le règlement des conflits d'intérêts. Le Sénat se prononce, par voie d'avis motivé, sur les conflits d'intérêts. La présente proposition entend désigner, par une loi adoptée à la majorité spéciale, une instance chargée d'exercer cette fonction à l'avenir. Cette même loi spéciale fixera les règles de procédure relatives à cette instance.

La présente proposition vise à insérer un article 143*bis* nouveau. Celui-ci dispose que les accords de coopération qui portent également sur des matières fédérales n'ont d'effet qu'après avoir reçu l'assentiment du Sénat. La loi d'assentiment au Sénat a en même temps valeur d'assentiment pour les différents parlements concernés. Ces lois d'assentiment doivent recueillir une majorité des suffrages dans chaque groupe linguistique. Il faut en outre que la majorité des membres de chaque groupe linguistique

in dit voorstel tot herziening beperkt tot de verklaring tot herziening van de Grondwet en de herziening van de Grondwet, de aangelegenheden die krachtens de Grondwet door beide Kamers moeten worden geregeld, de aangelegenheden opgesomd onder 3^o en de bijzondere meerderheidswetten.

Artikel 83 van de Grondwet bepaalt dat elk wetsvoorstel en elk wetsontwerp vermeldt of het een aangelegenheid regelt bedoeld in artikel 74, dan wel een aangelegenheid in de zin van artikel 77 of artikel 78 van de Grondwet. Het voorgestelde artikel 83 van de Grondwet stelt dat voortaan zal moeten vermeld worden of een wetsvoorstel een aangelegenheid regelt waarvoor de Koning en de Kamer van volksvertegenwoordigers gezamenlijk de wetgevende macht uitoefenen, dan wel de Koning, de Kamer en de Senaat of respectievelijk de Koning en de Senaat.

Het huidige artikel 90, eerste lid, tweede volzin van de Grondwet regelt de hypothese waarbij de Kamers ontbonden zijn op het ogenblik van het overlijden van de Koning. Deze regeling wordt door het voorstel opgeheven.

Artikel 100, tweede lid, tweede volzin, van de Grondwet bepaalt dat de Senaat de aanwezigheid van de ministers kan vorderen voor de bespreking van een wetsontwerp of wetsvoorstel of voor de uitoefening van het recht op onderzoek. Dit voorstel wil de vordering van ministers door de Senaat opheffen voor zover die het recht op onderzoek betreft. Door de wijziging van artikel 56 van de Grondwet beschikt de Senaat immers niet langer over het recht op onderzoek.

Artikel 119, tweede volzin, van de Grondwet bepaalt dat een lid van een Gemeenschaps- of Gewestparlement niet tegelijk lid kan zijn van de Senaat. Dit voorstel wil deze onverenigbaarheid opheffen om aldus toe te laten dat de gemeenschapsparlementen de senatoren in grote mate onder hun leden aanwijzen.

Artikel 143 van de Grondwet regelt de voorkoming en de regeling van de belangenconflicten. De Senaat doet bij gemotiveerd advies uitspraak over het belangenconflict. Dit voorstel wil bij bijzondere meerderheidswet een instantie aanwijzen welke die functie in de toekomst zal vervullen. Diezelfde bijzondere wet zal de procedureregels nopens deze instantie bevatten.

Dit voorstel strekt ertoe een nieuw artikel 143*bis* in te voegen. Dat bepaalt dat de samenwerkingsakkoorden die ook betrekking hebben op federale aangelegenheden slechts gevolg hebben na de instemming van de Senaat. De instemmingswet in de Senaat geldt meteen ook als instemming voor de verschillende betrokken parlementen. Deze instemmingswetten hebben een meerderheid van stemmen in elke taalgroep nodig. Bovendien moet een meerderheid van elke taalgroep aanwezig zijn. De overzending naar een

se trouve réunie. La transmission à un parlement concerné est prévue si l'on estime que les intérêts d'une Région, d'une Communauté ou de l'autorité fédérale sont gravement lésés.

L'actuel article 167, § 2, de la Constitution dispose que les traités autres que ceux qui portent exclusivement sur les matières qui relèvent de la compétence des Communautés ou des Régions n'ont d'effet qu'après avoir reçu l'assentiment des Chambres. L'actuel § 3 dispose que les traités qui portent exclusivement sur les matières relevant de la compétence des Communautés et des Régions n'ont d'effet qu'après avoir reçu l'assentiment du parlement concerné. Ces deux paragraphes sont supprimés. Un article 167*bis* nouveau réglera cette question en détail.

Un article 167*bis* nouveau à insérer porte sur l'assentiment aux différents types de traités. Les traités qui relèvent exclusivement de l'autorité fédérale n'ont d'effet qu'après avoir reçu l'assentiment de la Chambre. Ceux qui relèvent exclusivement des entités fédérées n'ont d'effet qu'après avoir reçu l'assentiment du Parlement concerné. Enfin, les traités mixtes n'ont d'effet qu'après avoir reçu l'assentiment du Sénat. L'on prévoit une procédure spéciale permettant une transmission à un Parlement concerné lorsque les intérêts d'une Région, d'une Communauté ou de l'autorité fédérale peuvent être gravement lésés.

COMMENTAIRE DES ARTICLES

L'article 195 de la Constitution règle la procédure de révision de la Constitution. La présente proposition de loi instaure une procédure simple pour modifier certains articles de la Constitution non ouverts à révision mais qui portent sur les assemblées parlementaires et les élections simultanées.

Ces modifications — qui ne pourront être apportées qu'après l'adoption de l'article 195 — sont annexées à la présente proposition.

*
* *

betrokken parlement wordt voorzien indien geoordeeld wordt dat de belangen van een Gewest, Gemeenschap of van de federale overheid ernstig benadeeld worden.

Het huidige artikel 167, § 2, van de Grondwet bepaalt dat verdragen, andere dan de verdragen die uitsluitend betrekking hebben op de aangelegenheden waarvoor de Gemeenschappen of de Gewesten bevoegd zijn, slechts gevolg hebben na de instemming van de Kamers. De huidige derde paragraaf bepaalt dat verdragen die uitsluitend betrekking hebben op de aangelegenheden waarvoor de Gemeenschappen en Gewesten bevoegd zijn, slechts gevolg hebben na de instemming van het betrokken parlement. Deze twee paragrafen worden geschrapt. Een nieuw in te voegen artikel 167*bis* zal deze kwestie verder regelen.

Een nieuw in te voegen artikel 167*bis* heeft betrekking op de instemming met de verschillende soorten verdragen. Exclusief-federale verdragen hebben slechts gevolg nadat zij de instemming van de Kamer hebben verkregen. De exclusief-deelstatelijke verdragen hebben slechts gevolg nadat zij instemming van het betrokken Parlement hebben verkregen. De gemengde verdragen tot slot hebben gevolg nadat zij instemming van de Senaat hebben verkregen. Er wordt een bijzondere procedure voorzien die een overzending mogelijk maakt naar een betrokken parlement indien de belangen van een Gewest, Gemeenschap of van de federale overheid ernstig kunnen benadeeld worden.

ARTIKELSGEWIJZE TOELICHTING

Artikel 195 van de Grondwet bevat de procedure tot herziening van de Grondwet. Er wordt hier in een eenvoudige procedure voorzien waarbij voor een aantal artikelen die niet voor herziening vatbaar verklaard werden, maar die betrekking hebben op de parlementaire assemblees en de gelijktijdige verkiezingen, een grondwetswijziging mogelijk gemaakt wordt.

Die wijzigingen — welke eerst na de aanneming van artikel 195 doorgevoerd kunnen worden — worden als bijlage bij onderhavig voorstel opgenomen.

Johan VANDE LANOTTE.
Bert ANCIAUX.
Ludo SANNEN.
Guy SWENNEN.
Marleen TEMMERMAN.
Güler TURAN.
Frank VANDENBROUCKE.

*
* *

PROPOSITION

Article unique

Dans l'article 195 de la Constitution, les modifications suivantes sont apportées :

A. les alinéas 2 et 3 sont abrogés;

B. à l'alinéa 4, qui devient l'alinéa 2, les mots « Ces Chambres statuent, » sont remplacés par les mots « Après le renouvellement intégral des Chambres, celles-ci statuent, »;

C. il est inséré un alinéa 3 rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 2, les Chambres constituantes peuvent, d'un commun accord avec le Roi, modifier les articles non désignés ouverts à révision jusqu'au prochain renouvellement intégral des Chambres, et au plus tard jusqu'au 1^{er} janvier 2014, en vue :

1° de l'adaptation des compétences de la Chambre des représentants et du Sénat dans le cadre de l'exercice du pouvoir législatif fédéral;

2° de la désignation de quinze membres de la Chambre des représentants par les membres de la Chambre des représentants élus directement;

3° de la suppression de la possibilité d'une dissolution anticipée de la Chambre des représentants et du Sénat;

4° de l'adaptation de la durée de la législature de la Chambre des représentants et du Sénat;

5° de l'adaptation de la procédure de conclusion des traités internationaux. »;

D. à l'alinéa 5, qui devient l'alinéa 4, le membre de phrase « Dans ce cas, les Chambres ne pourront délibérer » est remplacé par le membre de phrase « Les Chambres ne pourront délibérer sur des modifications à des dispositions constitutionnelles ».

20 juillet 2010.

VOORSTEL

Enig artikel

In artikel 195 van de Grondwet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A. het tweede en het derde lid worden opgeheven;

B. in het vierde lid, dat het tweede lid wordt, worden de woorden « Deze Kamers beslissen, » vervangen door de woorden « Na de algehele vernieuwing van de Kamers, beslissen deze, »;

C. een derde lid wordt ingevoegd, luidende :

« In afwijking van het tweede lid kunnen de Grondwetgevende Kamers, in overeenstemming met de Koning, tot de eerstvolgende algehele vernieuwing van de Kamers en ten laatste tot 1 januari 2014, de artikelen die niet aangewezen zijn voor herziening wijzigen met het oog op :

1° de aanpassing van de bevoegdheden van de Kamer van volksvertegenwoordigers en de Senaat bij de uitoefening van de federale wetgevende macht;

2° de aanwijzing van vijftien leden van de Kamer van volksvertegenwoordigers door de rechtstreeks gekozen leden van de Kamer van volksvertegenwoordigers;

3° het afschaffen van de mogelijkheid tot vroegde ontbinding van de Kamer van volksvertegenwoordigers en de Senaat;

4° de aanpassing van de duur van de zittingsperiode van de Kamer van volksvertegenwoordigers en de Senaat;

5° de aanpassing van de procedure voor het sluiten van internationale verdragen. »;

D. in het vijfde lid, dat het vierde lid wordt, wordt het zinsdeel « In dit geval mogen de Kamers niet beraadslagen » vervangen door het zinsdeel « De Kamers mogen niet beraadslagen over wijzigingen aan grondwettelijke bepalingen ».

20 juli 2010.

Johan VANDE LANOTTE.
Bert ANCIAUX.
Ludo SANNEN.
Guy SWENNEN.
Marleen TEMMERMAN.
Güler TURAN.
Frank VANDENBROUCKE.

ANNEXE**PROPOSITIONS DE MODIFICATION DE DISPOSITIONS
QUI NE FIGURENT PAS DANS LA LISTE
DES DISPOSITIONS CONSTITUTIONNELLES
SOUMISES À RÉVISION****Révision de l'article 36 de la Constitution**

Article unique

L'article 36 de la Constitution est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 36. — Le pouvoir législatif fédéral s'exerce collectivement par le Roi et la Chambre des représentants.

Disposition transitoire

Cette disposition entre en vigueur à partir du prochain renouvellement intégral de la Chambre des représentants et du Sénat. Dans l'attente de ce renouvellement, le pouvoir législatif fédéral s'exerce collectivement par le Roi, la Chambre des représentants et le Sénat. ».

Révision de l'article 43 de la Constitution

Article unique

L'article 43 de la Constitution est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 43. — § 1^{er}. Les membres de la Chambre des représentants sont répartis en un groupe linguistique français et un groupe linguistique néerlandais, de la manière fixée par la loi.

En ce qui concerne les membres désignés par les membres élus, cette répartition s'effectue de la manière fixée par la loi, suivant le système de la représentation proportionnelle et compte tenu du nombre de membres élus répartis dans le groupe linguistique français et dans le groupe linguistique néerlandais.

§ 2. Les sénateurs visés à l'article 67, § 1^{er}, 2^o et 3^o, forment le groupe linguistique français du Sénat. Les sénateurs visés à l'article 67, § 1^{er}, 1^o, forment le groupe linguistique néerlandais du Sénat.

Disposition transitoire

Jusqu'au prochain renouvellement intégral de la Chambre des représentants et du Sénat, la disposition suivante reste d'application : « § 1^{er}. Pour les cas déterminés dans la Constitution, les membres élus de chaque Chambre sont répartis en un groupe linguistique français et un groupe linguistique néerlandais, de la manière fixée par la loi.

§ 2. Les sénateurs visés à l'article 67, § 1^{er}, 2^o, 4^o et 7^o, forment le groupe linguistique français du Sénat. Les sénateurs visés à l'article 67, § 1^{er}, 1^o, 3^o et 6^o, forment le groupe linguistique néerlandais du Sénat. ».

BIJLAGE**VOORGESTELDE WIJZIGINGEN VAN BEPALINGEN
WELKE NIET VOORKOMEN IN DE LIJST
VAN DE VOOR HERZIENING VATBARE
GRONDWETSBEPALINGEN****Herziening van artikel 36 van de Grondwet**

Enig artikel

Artikel 36 van de Grondwet wordt vervangen als volgt :

« Art. 36. — De federale wetgevende macht wordt gezamenlijk uitgeoefend door de Koning en de Kamer van volksvertegenwoordigers.

Overgangsbepaling

Deze regeling treedt in werking vanaf de eerstvolgende algehele vernieuwing van de Kamer van volksvertegenwoordigers en de Senaat. Tot dan wordt de federale wetgevende macht gezamenlijk uitgeoefend door de Koning, de Kamer van volksvertegenwoordigers en de Senaat. ».

Herziening van artikel 43 van de Grondwet

Enig artikel

Artikel 43 van de Grondwet wordt vervangen als volgt :

« Art. 43. — § 1. De leden van de Kamer van volksvertegenwoordigers worden in een Nederlandse en in een Franse taalgroep ingedeeld op de bij de wet vastgestelde wijze.

Wat betreft de leden die door de gekozen leden worden aangewezen, gebeurt deze indeling op de door de wet vastgestelde wijze, volgens het stelsel van de evenredige vertegenwoordiging en rekening houdende met het aantal gekozen leden dat bij de Nederlandse en de Franse taalgroep werd ingedeeld.

§ 2. De senatoren bedoeld in artikel 67, § 1, 1^o, vormen de Nederlandse taalgroep van de Senaat. De senatoren bedoeld in artikel 67, § 1, 2^o en 3^o, vormen de Franse taalgroep van de Senaat.

Overgangsbepaling

Tot de eerstvolgende algehele vernieuwing van de Kamer van volksvertegenwoordigers en de Senaat, blijft de volgende regeling gelden : « § 1. Voor de bij de Grondwet bepaalde gevallen worden de gekozen leden van elke Kamer in een Nederlandse en een Franse taalgroep ingedeeld op de bij de wet vastgestelde wijze.

§ 2. De senatoren bedoeld in artikel 67, § 1, 1^o, 3^o en 6^o, vormen de Nederlandse taalgroep van de Senaat. De senatoren bedoeld in artikel 67, § 1, 2^o, 4^o en 7^o, vormen de Franse taalgroep van de Senaat. ».

Révision de l'article 46 de la Constitution

Article unique

L'article 46 de la Constitution est abrogé à partir du prochain renouvellement intégral de la Chambre des représentants et du Sénat.

Révision de l'article 54 de la Constitution

Article unique

Dans l'article 54 de la Constitution, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « de la Chambre des représentants » sont insérés entre les mots « d'un des groupes linguistiques » et les mots « et introduite »;

2° à l'alinéa 2, les mots « la Chambre saisie » sont remplacés par les mots « la Chambre des représentants ».

Disposition transitoire

L'alinéa 1^{er} entre en vigueur à partir du prochain renouvellement intégral de la Chambre des représentants et du Sénat.

Révision de l'article 61 de la Constitution

Article unique

L'article 61 de la Constitution est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 61. — La Chambre des représentants compte cent soixante-cinq membres, dont :

1° cent cinquante membres élus directement par les citoyens âgés de dix-huit ans accomplis et ne se trouvant pas dans l'un des cas d'exclusion prévus par la loi; chaque électeur n'a droit qu'à un vote;

2° quinze membres désignés par les membres élus directement conformément au 1°; la désignation est décidée à la majorité prévue à l'article 4, dernier alinéa.

Disposition transitoire

Jusqu'au prochain renouvellement intégral de la Chambre des représentants, la disposition suivante reste d'application: Les membres de la Chambre des représentants sont élus directement par les citoyens âgés de dix-huit ans accomplis et ne se trouvant pas dans l'un des cas d'exclusion prévus par la loi.

Chaque électeur n'a droit qu'à un vote. ».

Révision de l'article 64 de la Constitution

Article unique

Dans l'article 64 de la Constitution, les modifications suivantes sont apportées :

Herziening van artikel 46 van de Grondwet

Enig artikel

Artikel 46 van de Grondwet wordt opgeheven vanaf de eerstvolgende algehele vernieuwing van de Kamer van volksvertegenwoordigers en de Senaat.

Herziening van art. 54 van de Grondwet

Enig artikel

In artikel 54 van de Grondwet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « van de Kamer van volksvertegenwoordigers » ingevoegd tussen de woorden « een der taalgroepen » en de woorden « en ter tafel gelegd »;

2° in het tweede lid worden de woorden « de betrokken Kamer » vervangen door de woorden « de Kamer van volksvertegenwoordigers ».

Overgangsbepaling

Het eerste lid treedt in werking vanaf de eerstvolgende algehele vernieuwing van de Kamer van volksvertegenwoordigers en de Senaat.

Herziening van artikel 61 van de Grondwet

Enig artikel

Artikel 61 van de Grondwet wordt vervangen als volgt :

« Art. 61. — De Kamer van volksvertegenwoordigers telt honderdvijfenzestig leden, van wie :

1° honderdvijftig leden, rechtstreeks gekozen door de burgers die volle achttien jaar zijn en die niet verkeren in een der gevallen van uitsluiting door de wet bepaald; iedere kiezer heeft recht op slechts één stem;

2° vijftien leden, aangewezen door de overeenkomstig de bepaling onder 1° rechtstreeks gekozen leden; tot aanwijzing wordt besloten met de meerderheid bepaald in artikel 4, laatste lid.

Overgangsbepaling

Tot de eerstvolgende algehele vernieuwing van de Kamer van volksvertegenwoordigers blijft de volgende regeling van toepassing: De leden van de Kamer van volksvertegenwoordigers worden rechtstreeks gekozen door de burgers die volle achttien jaar oud zijn en die niet verkeren in een der gevallen van uitsluiting bij de wet bepaald.

Ieder kiezer heeft recht op slechts één stem. ».

Herziening van artikel 64 van de Grondwet

Enig artikel

In artikel 64 van de Grondwet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o à l'alinéa 1^{er}, les mots «Pour être éligible, il faut :» sont remplacés par les mots «Pour pouvoir être élu ou désigné membre de la Chambre des représentants, il faut :»;

2^o à l'alinéa 2, les mots «ou de désignation» sont insérés entre les mots «d'éligibilité» et les mots «ne peut être».

Disposition transitoire

L'alinéa 1^{er} entre en vigueur à partir des prochaines élections générales.

Révision de l'article 71, alinéa 2, de la Constitution

Article unique

L'article 71, alinéa 2, de la Constitution est abrogé à partir du prochain renouvellement intégral de la Chambre des représentants et du Sénat.

Révision de l'article 74 de la Constitution

Article unique

L'article 74 de la Constitution est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 74. — Par dérogation à l'article 36, le pouvoir législatif fédéral s'exerce collectivement par le Roi et le Sénat pour :

1^o les lois portant assentiment au nom des parlements des communautés et des régions et de la Chambre des représentants aux traités visés à l'article 167bis;

2^o les lois portant assentiment au nom des parlements des communautés et des régions et de la Chambre des représentants aux accords de coopération conclus entre l'État, les Communautés et les Régions.

Disposition transitoire

L'alinéa 1^{er} entre en vigueur à partir du prochain renouvellement intégral de la Chambre des représentants et du Sénat. ».

Révision de l'article 75, alinéas 2 et 3, de la Constitution

Article unique

Les modifications suivantes sont apportées à l'article 75 de la Constitution :

1^o l'alinéa 2 est remplacé par la disposition suivante : «Les projets de loi réglant une matière visée à l'article 77 et qui sont soumis aux Chambres à l'initiative du Roi sont déposés à la Chambre des représentants et transmis ensuite au Sénat. »;

2^o l'alinéa 3 est abrogé.

1^o in het eerste lid worden de woorden «Om verkiesbaar te zijn moet men» vervangen door de woorden «Om tot lid van de Kamer van volksvertegenwoordigers gekozen of aangewezen te worden moet men»;

2^o in het tweede lid worden de woorden «of aanwijzing» ingevoegd tussen de woorden «tot verkiesbaarheid» en de woorden «kan worden».

Overgangsbepaling

Het eerste lid treedt in werking vanaf de eerstvolgende algemene verkiezingen

Herziening van artikel 71, tweede lid, van de Grondwet

Enig artikel

Artikel 71, tweede lid, van de Grondwet wordt opgeheven vanaf de eerstvolgende algehele vernieuwing van de Kamer van volksvertegenwoordigers en de Senaat.

Herziening van artikel 74 van de Grondwet

Enig artikel

Artikel 74 van de Grondwet wordt vervangen als volgt :

« Art. 74. — In afwijking van artikel 36 wordt de federale wetgevende macht gezamenlijk uitgeoefend door de Koning en de Senaat voor

1^o de wetten houdende instemming namens de Parlementen van de gemeenschappen en de gewesten en de Kamer van volksvertegenwoordigers met verdragen bedoeld in artikel 167bis;

2^o de wetten houdende instemming namens de Parlementen van de gemeenschappen en de gewesten en de Kamers met samenwerkingsakkoorden tussen de Staat, de gemeenschappen en de gewesten.

Overgangsbepaling

Het eerste lid treedt in werking na de eerstvolgende algehele vernieuwing van de Kamer van volksvertegenwoordigers en de Senaat. ».

Herziening van artikel 75, tweede en derde lid, van de Grondwet

Enig artikel

In artikel 75 van de Grondwet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o het tweede lid wordt vervangen als volgt : «De wetsontwerpen die een aangelegenheid bedoeld in artikel 77 regelen en die op initiatief van de Koning aan de Kamers worden voorgelegd, worden ingediend in de Kamer van volksvertegenwoordigers en vervolgens overgezonden aan de Senaat. »;

2^o het derde lid wordt opgeheven.

Disposition transitoire

L'alinéa 1^{er} entre en vigueur à partir du prochain renouvellement intégral de la Chambre des représentants et du Sénat.

Insertion d'un article 76bis nouveau dans la Constitution

Article unique

Il est inséré dans le titre III, chapitre II, de la Constitution un article 76bis rédigé comme suit :

« Art. 76bis. — La Chambre des représentants dispose d'un délai de quinze jours pour soumettre les projets de loi qu'elle a adoptés à une seconde lecture par une commission de réflexion composée des membres désignés conformément à l'article 61, 2^o.

Disposition transitoire

L'alinéa 1^{er} entre en vigueur à partir du prochain renouvellement intégral de la Chambre des représentants. ».

Révision de l'article 77 de la Constitution

Article unique

L'article 77 de la Constitution est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 77. — Par dérogation à l'article 36, la Chambre des représentants et le Sénat sont compétents sur un pied d'égalité pour :

1^o la déclaration de révision de la Constitution et la révision de la Constitution;

2^o les matières qui doivent être réglées par les deux Chambres en vertu de la Constitution;

3^o les lois visées aux articles 115, 118, 121, 123, 129, 130, 140, 141 à 143 et 176, ainsi que les lois prises en exécution des lois et articles susvisés;

4^o les lois à adopter à la majorité prévue à l'article 4, dernier alinéa, ainsi que les lois prises en exécution de celles-ci.

Une loi adoptée à la majorité prévue à l'article 4, dernier alinéa, peut désigner d'autres lois pour lesquelles la Chambre des représentants et le Sénat sont compétents sur un pied d'égalité.

Les lois visées à l'article 170, § 2, alinéa 2, sont adoptées à la majorité des suffrages dans chaque groupe linguistique, à la condition que la majorité des membres de chaque groupe se trouve réunie.

Disposition transitoire

Les alinéas 1^{er} à 3 entrent en vigueur à partir du prochain renouvellement intégral de la Chambre des représentants et du Sénat. Dans l'attente de ce renouvellement, la disposition suivante est d'application : La Chambre des représentants et le Sénat sont compétents sur un pied d'égalité pour :

Overgangsbepaling

Het eerste lid treedt in werking vanaf de eerstvolgende algehele vernieuwing van de Kamer van volksvertegenwoordigers en de Senaat.

Invoeging van een nieuw artikel 76bis in de Grondwet

Enig artikel

In titel III, hoofdstuk II, van de Grondwet wordt een artikel 76bis ingevoegd, luidende :

« Art. 76bis. — De wetsontwerpen die door de Kamer van volksvertegenwoordigers zijn aangenomen, kunnen binnen de vijftien dagen door haar aan een tweede onderzoek worden onderworpen door een reflectiecommissie, samengesteld uit de overeenkomstig artikel 61, 2^o, aangewezen leden.

Overgangsbepaling

Het eerste lid treedt in werking vanaf de eerstvolgende algehele vernieuwing van de Kamer van volksvertegenwoordigers. ».

Herziening van artikel 77 van de Grondwet

Enig artikel

Artikel 77 van de Grondwet wordt vervangen als volgt :

« Art. 77. — In afwijking van artikel 36 zijn de Kamer van volksvertegenwoordigers en de Senaat gelijkelijk bevoegd voor :

1^o de verklaring tot herziening van de Grondwet en de herziening van de Grondwet;

2^o de aangelegenheden die krachtens de Grondwet door beide Kamers moeten worden geregeld;

3^o de wetten bedoeld in de artikelen 115, 118, 121, 123, 129, 130, 140, 141 tot 143, 176, evenals de wetten ter uitvoering van de voormelde wetten en artikelen;

4^o de wetten aan te nemen met de meerderheid bepaald in artikel 4, laatste lid, evenals de wetten ter uitvoering hiervan.

Een wet aangenomen met de meerderheid bepaald in artikel 4, laatste lid, kan andere wetten aanduiden waarvoor de Kamer van volksvertegenwoordigers en de Senaat gelijkelijk bevoegd zijn.

De wetten bedoeld in artikel 170, § 2, tweede lid, worden aangenomen met de meerderheid van de stemmen in elke taalgroep, mits de meerderheid van de leden van elke taalgroep aanwezig is.

Overgangsbepaling

Het eerste tot het derde lid treden in werking vanaf de eerstvolgende algehele vernieuwing van de Kamer van volksvertegenwoordigers en de Senaat. Tot dan geldt de volgende regeling : De Kamer van volksvertegenwoordigers en de Senaat zijn gelijkelijk bevoegd voor :

1° la déclaration de révision de la Constitution et la révision de la Constitution;

2° les matières qui doivent être réglées par les deux Chambres législatives en vertu de la Constitution;

3° les lois visées aux articles 5, 39, 43, 50, 68, 71, 77, 82, 115, 117, 118, 121, 123, 127 à 131, 135 à 137, 140 à 143, 145, 146, 163, 165, 166, 167, § 1^{er}, alinéa 3, § 4 et § 5, 169, 170, § 2, alinéa 2, § 3, alinéas 2 et 3, § 4, alinéa 2, et 175 à 177, ainsi que les lois prises en exécution des lois et articles susvisés;

4° les lois à adopter à la majorité prévue à l'article 4, dernier alinéa, ainsi que les lois prises en exécution de celles-ci;

5° les lois visées à l'article 34;

6° les lois portant assentiment aux traités;

7° les lois adoptées conformément à l'article 169 afin de garantir le respect des obligations internationales ou supranationales;

8° les lois relatives au Conseil d'État;

9° l'organisation des cours et tribunaux;

10° les lois portant approbation d'accords de coopération conclus entre l'État, les Communautés et les Régions.

Une loi adoptée à la majorité prévue à l'article 4, dernier alinéa, peut désigner d'autres lois pour lesquelles la Chambre des représentants et le Sénat sont compétents sur un pied d'égalité. ».

Révision de l'article 83 de la Constitution

Article unique

L'article 83 de la Constitution est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 83. — Toute proposition de loi et tout projet de loi précisent s'il s'agit d'une matière pour laquelle le pouvoir législatif s'exerce collectivement par le Roi et la Chambre des représentants, s'il s'agit d'une matière pour laquelle le pouvoir législatif s'exerce collectivement par le Roi, la Chambre des représentants et le Sénat, ou s'il s'agit d'une matière pour laquelle le pouvoir législatif s'exerce collectivement par le Roi et le Sénat.

Disposition transitoire

Cette disposition entre en vigueur à partir du prochain renouvellement intégral de la Chambre des représentants et du Sénat. Dans l'attente de ce renouvellement, la disposition suivante est d'application : « Toute proposition de loi et tout projet de loi précisent s'il s'agit d'une matière visée à l'article 74, à l'article 77 ou à l'article 78 ».

Révision de l'article 90, alinéa 1^{er}, deuxième phrase, de la Constitution

Article unique

Dans l'article 90, alinéa 1^{er}, de la Constitution, la deuxième phrase est supprimée à partir du prochain renouvellement intégral de la Chambre des représentants et du Sénat.

1° de verklaring tot herziening van de Grondwet en de herziening van de Grondwet;

2° de aangelegenheden die krachtens de Grondwet door beide wetgevende Kamers dienen te worden geregeld;

3° de wetten bedoeld in de artikelen 5, 39, 43, 50, 68, 71, 77, 82, 115, 117, 118, 121, 123, 127 tot 131, 135 tot 137, 140 tot 143, 145, 146, 163, 165, 166, 167, § 1, derde lid, § 4 en § 5, 169, 170, § 2, tweede lid, § 3, tweede en derde lid, § 4, tweede lid, en 175 tot 177, evenals de wetten ter uitvoering van de voormelde wetten en artikelen;

4° de wetten aan te nemen met de meerderheid bepaald in artikel 4, laatste lid, evenals de wetten ter uitvoering hiervan;

5° de wetten bedoeld in artikel 34;

6° de wetten houdende instemming met verdragen;

7° de wetten aangenomen overeenkomstig artikel 169 om de naleving van internationale of supranationale verplichtingen te verzekeren;

8° de wetten op de Raad van State;

9° de organisatie van de hoven en rechtbanken;

10° de wetten tot goedkeuring van samenwerkingsakkoorden tussen de Staat, de gemeenschappen en de gewesten.

Een wet aangenomen met de meerderheid bepaald in artikel 4, laatste lid, kan andere wetten aanduiden waarvoor de Kamer van volksvertegenwoordigers en de Senaat gelijkelijk bevoegd zijn. ».

Herziening van artikel 83 van de Grondwet

Enig artikel

Artikel 83 van de Grondwet wordt vervangen als volgt :

« Art. 83. — Elk wetsvoorstel en elk wetsontwerp vermeldt of het een aangelegenheid regelt waarvoor de Koning en de Kamer van volksvertegenwoordigers gezamenlijk de wetgevende macht uitoefenen, dan wel of het een aangelegenheid regelt waarvoor de Koning, de Kamer van volksvertegenwoordigers en de Senaat gezamenlijk de wetgevende macht uitoefenen dan wel of het een aangelegenheid regelt waarvoor de Koning en de Senaat gezamenlijk de wetgevende macht uitoefenen.

Overgangsbepaling

Deze regeling treedt in werking vanaf de eerstvolgende algehele vernieuwing van de Kamer van volksvertegenwoordigers en de Senaat. Tot zolang geldt de volgende regeling : « Elk wetsvoorstel en elk wetsontwerp vermeldt of het een aangelegenheid regelt bedoeld in artikel 74, in artikel 77 of in artikel 78 ».

Herziening van artikel 90, eerste lid, tweede volzin, van de Grondwet

Enig artikel

In artikel 90, eerste lid, van de Grondwet wordt de tweede volzin opgeheven vanaf de eerstvolgende algehele vernieuwing van de Kamer van volksvertegenwoordigers en de Senaat.

Insertion d'un article 143bis nouveau dans la Constitution

Article unique

Il est inséré dans le titre III de la Constitution un chapitre *Vbis*, comprenant l'article 143bis rédigé comme suit :

« Chapitre *Vbis* — Accords de coopération conclus entre l'État, les Communautés et les Régions

Art. 143bis. § 1^{er}. — Les accords de coopération conclus entre l'État, d'une part, et une ou plusieurs communautés et régions, d'autre part n'ont d'effet qu'après avoir reçu l'assentiment du Sénat. La loi portant assentiment vaut assentiment au nom des assemblées législatives concernées, sous réserve de l'application du § 2.

Les lois portant assentiment aux accords de coopération sont adoptées à la majorité des suffrages dans chaque groupe linguistique, à la condition que la majorité des membres de chaque groupe se trouve réunie.

§ 2. Lorsqu'un parlement d'une communauté ou d'une région, le groupe linguistique français du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale ou la Chambre des représentants estime dans un avis motivé, avant le vote final en séance publique, qu'un accord de coopération peut nuire gravement aux intérêts de cette communauté, de cette région ou de l'autorité fédérale, le projet de loi portant assentiment à cet accord est également transmis pour assentiment à l'assemblée législative concernée.

La demande de transmission au parlement d'une communauté ou d'une région, ou au groupe linguistique français du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale, est approuvée par trois quarts des suffrages de l'assemblée législative concernée. La demande de transmission à la Chambre des représentants est approuvée par une majorité des suffrages dans chaque groupe linguistique, à la condition que la majorité des membres se trouve réunie.

Pour ce qui concerne les matières qui relèvent des compétences de l'assemblée législative concernée, l'accord de coopération n'a d'effet qu'après avoir reçu l'assentiment de cette assemblée législative. Pour le reste, l'alinéa 1^{er} demeure d'application, sauf lorsque la transmission entraîne que l'assentiment donné par le Sénat porte sur la conclusion d'un accord de coopération par :

1° le gouvernement flamand uniquement;

2° le gouvernement de la Communauté française uniquement, le gouvernement de la Région wallonne uniquement, le Collège du groupe linguistique français du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale uniquement;

3° plusieurs des gouvernements visés au 2°.

Dans le cas visé au 1°, la loi portant assentiment à ces accords de coopération est adoptée à la majorité des suffrages du groupe linguistique néerlandais, à la condition que la majorité des membres de ce groupe linguistique se trouve réunie. Dans les cas visés aux 2° et 3°, la loi portant assentiment à ces accords de coopération est adoptée à la majorité des suffrages du groupe linguistique français, à la condition que la majorité des membres de ce groupe linguistique se trouve réunie.

Une loi adoptée à la majorité visée à l'article 4, dernier alinéa, fixera les modalités de la transmission et de l'obtention de l'assentiment par les assemblées législatives concernées.

Invoeging van een nieuw artikel 143bis in de Grondwet

Enig artikel

In titel III van de Grondwet wordt een hoofdstuk *Vbis* ingevoegd dat artikel 143bis bevat, luidende :

« Hoofdstuk *Vbis* — Samenwerkingsakkoorden tussen de Staat, de gemeenschappen en de gewesten

Art. 143bis. § 1. — De samenwerkingsakkoorden tussen, enerzijds, de Staat en, anderzijds, een of meer gemeenschappen en gewesten hebben eerst gevolg nadat zij de instemming van de Senaat hebben verkregen. De wet houdende instemming geldt als instemming namens de betrokken wetgevende vergaderingen, onder voorbehoud van toepassing van paragraaf 2.

De wetten houdende instemming met de samenwerkingsakkoorden worden aangenomen met de meerderheid van de stemmen in elke taalgroep, mits de meerderheid van de leden van elke taalgroep aanwezig is.

§ 2. Indien een Parlement van een gemeenschap of een gewest, de Franse taalgroep van het Parlement van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest of de Kamer van volksvertegenwoordigers, voor de eindstemming in openbare vergadering op gemotiveerde wijze oordeelt dat een samenwerkingsakkoord de belangen van die gemeenschap, dat gewest, of de federale overheid ernstig kan benadelen, dan wordt het wetsontwerp houdende instemming met dit akkoord ter instemming eveneens naar de betrokken wetgevende vergadering overgezonden.

Het verzoek tot verzending naar het Parlement van een gemeenschap of een gewest, of Franse taalgroep van het Parlement van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest wordt goedgekeurd met drie vierden van de stemmen van de betrokken wetgevende vergadering. Het verzoek tot verzending naar de Kamer van volksvertegenwoordigers wordt goedgekeurd met een meerderheid van de stemmen in elke taalgroep, mits de meerderheid van de leden aanwezig is.

Wat betreft de aangelegenheden die tot de bevoegdheden van de betrokken wetgevende vergadering behoren, heeft het samenwerkingsakkoord eerst gevolg nadat het de instemming van die wetgevende vergadering heeft verkregen. Voor het overige blijft het eerste lid van toepassing, behoudens wanneer de verzending tot gevolg heeft dat de instemming door de Senaat betrekking heeft op de sluiting van een samenwerkingsakkoord door :

1° uitsluitend de Vlaamse regering;

2° uitsluitend de regering van de Franse Gemeenschap, de regering van het Waalse Gewest, het College van de Franse taalgroep van het Parlement van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

3° meerdere van de regeringen vermeld onder 2°.

In het onder 1° vermelde geval wordt de wet houdende instemming met deze samenwerkingsakkoorden aangenomen met de meerderheid van de stemmen in de Nederlandse taalgroep, mits de meerderheid van de leden van die taalgroep aanwezig is. In de onder 2° en 3° vermelde gevallen wordt de wet houdende instemming met deze samenwerkingsakkoorden aangenomen met de meerderheid van de stemmen in de Franse taalgroep, mits de meerderheid van de leden van die taalgroep aanwezig is.

Een wet, aangenomen met de in artikel 4, laatste lid, bedoelde meerderheid stelt de nadere regelen vast voor de verzending en het verlenen van de instemming door de betrokken wetgevende vergaderingen.

Disposition transitoire

Cette disposition entre en vigueur à partir du prochain renouvellement intégral de la Chambre des représentants et du Sénat. ».

Révision de l'article 167, § 2, de la Constitution

Article unique

Dans l'article 167 de la Constitution, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° au § 2, la deuxième phrase est abrogée;
- 2° au § 3, la deuxième phrase est abrogée.

Disposition transitoire

Les dispositions entrent en vigueur à partir du prochain renouvellement intégral de la Chambre des représentants et du Sénat.

Insertion d'un article 167bis nouveau dans la Constitution

Article unique

Un article 167bis, rédigé comme suit, est inséré dans la Constitution :

« Art. 167bis. — § 1^{er}. Les traités qui portent exclusivement sur des matières relevant de la compétence de l'autorité fédérale n'ont d'effet qu'après avoir reçu l'assentiment de la Chambre des représentants.

§ 2. Les traités qui portent exclusivement sur des matières relevant de la compétence des communautés et des régions n'ont d'effet qu'après avoir reçu l'assentiment du parlement compétent.

§ 3. Les traités qui ne portent pas exclusivement sur des matières relevant de la compétence des parlements des communautés et des régions n'ont d'effet qu'après avoir reçu l'assentiment du Sénat, sous réserve de l'application des alinéas 3 à 5.

La loi portant assentiment à ces traités est adoptée à la majorité des suffrages dans chaque groupe linguistique, à la condition que la majorité des membres de chaque groupe se trouve réunie.

Lorsqu'un parlement d'une communauté ou d'une région, le groupe linguistique français du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale ou la Chambre des représentants estime dans un avis motivé, avant le vote final en séance publique, qu'un traité tel que celui visé à l'alinéa 1^{er} peut nuire gravement aux intérêts, selon le cas, de cette communauté, de cette région ou de l'autorité fédérale, le projet de loi portant assentiment à ce traité est également transmis pour assentiment à l'assemblée législative concernée.

La demande de transmission au parlement d'une communauté ou d'une région, ou au groupe linguistique français du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale, est approuvée par trois quarts des suffrages de l'assemblée législative concernée. La demande de

Overgangsbepaling

Deze regeling treedt in werking vanaf de eerstvolgende algehele vernieuwing van de Kamer van volksvertegenwoordigers en de Senaat. ».

Herziening van artikel 167, tweede paragraaf, van de Grondwet

Enig artikel

In artikel 167 van de Grondwet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in paragraaf 2 wordt de tweede volzin opgeheven;
- 2° in paragraaf 3 wordt de tweede volzin opgeheven.

Overgangsbepaling

Deze regeling treedt in werking vanaf de eerstvolgende algehele vernieuwing van de Kamer van volksvertegenwoordigers en de Senaat.

Invoeging van een nieuw artikel 167bis in de Grondwet

Enig artikel

In de Grondwet wordt een artikel 167bis ingevoegd, luidende :

« Art. 167bis. — § 1. De verdragen die uitsluitend betrekking hebben op aangelegenheden waarvoor de federale overheid bevoegd is, hebben eerst gevolg nadat zij instemming van de Kamer van volksvertegenwoordigers hebben verkregen.

§ 2. De verdragen die uitsluitend betrekking hebben op aangelegenheden waarvoor de gemeenschappen en gewesten bevoegd zijn, hebben eerst gevolg nadat zij de instemming van het bevoegde Parlement hebben verkregen.

§ 3. De verdragen die niet uitsluitend betrekking hebben op aangelegenheden waarvoor de Parlementen van de gemeenschappen en de gewesten bevoegd zijn, hebben eerst gevolg nadat zij de instemming van de Senaat hebben verkregen, onder voorbehoud van toepassing van het derde tot het vijfde lid.

De wet houdende instemming met deze verdragen wordt aangenomen met de meerderheid van de stemmen in elke taalgroep, mits de meerderheid van de leden van elke taalgroep aanwezig is.

Indien een Parlement van een gemeenschap of een gewest, de Franse taalgroep van het Parlement van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest of de Kamer van volksvertegenwoordigers, voor de eindstemming in openbare vergadering op gemotiveerde wijze oordeelt dat een verdrag zoals bedoeld in het eerste lid, al naargelang, de belangen van die gemeenschap, dat gewest, of de federale overheid ernstig kan benadelen, dan wordt het wetsontwerp houdende instemming met dit verdrag ter instemming eveneens naar de betrokken wetgevende vergadering overgezonden.

Het verzoek tot verzending naar het Parlement van een gemeenschap of een gewest, of Franse taalgroep van het Parlement van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest wordt goedgekeurd met drie vierden van de stemmen van de betrokken wetgevende

transmission à la Chambre des représentants est approuvée par une majorité des suffrages dans chaque groupe linguistique, à la condition que la majorité des membres se trouve réunie.

Pour ce qui concerne les matières qui relèvent des compétences de l'assemblée législative concernée, le traité n'a d'effet qu'après avoir reçu l'assentiment de cette assemblée législative. Pour le reste, l'alinéa 1^{er} demeure d'application, sauf lorsque la transmission entraîne que l'assentiment donné par le Sénat porte sur la participation à la conclusion du traité par :

1° le gouvernement flamand uniquement;

2° le gouvernement de la Communauté française uniquement, le gouvernement de la Région wallonne uniquement, le Collège du groupe linguistique français du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale uniquement;

3° plusieurs des gouvernements mentionnés au 2°.

Dans le cas visé au 1°, la loi portant assentiment à ces traités est adoptée à la majorité des suffrages du groupe linguistique néerlandais, à la condition que la majorité des membres de ce groupe linguistique se trouve réunie. Dans les cas visés aux 2° et 3°, la loi portant assentiment à ces traités est adoptée à la majorité des suffrages du groupe linguistique français, à la condition que la majorité des membres de ce groupe linguistique se trouve réunie.

Une loi adoptée à la majorité visée à l'article 4, dernier alinéa, fixera les modalités de la transmission et de l'obtention de l'assentiment par les assemblées législatives concernées.

Disposition transitoire

Cette disposition entre en vigueur à partir du prochain renouvellement intégral de la Chambre des représentants et du Sénat. »

vergadering. Het verzoek tot verzending naar de Kamer van volksvertegenwoordigers wordt goedgekeurd met een meerderheid van de stemmen in elke taalgroep, mits de meerderheid van de leden aanwezig is.

Wat betreft de aangelegenheden die tot de bevoegdheden van de betrokken wetgevende vergadering behoren, heeft het verdrag eerst gevolg nadat het de instemming van die wetgevende vergadering heeft verkregen. Voor het overige blijft het eerste lid van toepassing, behoudens wanneer de verzending tot gevolg heeft dat de instemming door de Senaat betrekking heeft op de deelname aan de verdragssluiting door :

1° uitsluitend de Vlaamse regering;

2° uitsluitend de regering van de Franse Gemeenschap, de regering van het Waalse Gewest, het College van de Franse taalgroep van het Parlement van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

3° meerdere van de regeringen vermeld onder 2°.

In het onder 1° vermelde geval wordt de wet houdende instemming met deze verdragen aangenomen met de meerderheid van de stemmen in de Nederlandse taalgroep, mits de meerderheid van de leden van die taalgroep aanwezig is. In de onder 2° en 3° vermelde gevallen wordt de wet houdende instemming met deze verdragen aangenomen met de meerderheid van de stemmen in de Franse taalgroep, mits de meerderheid van de leden van die taalgroep aanwezig is.

Een wet, aangenomen met de in artikel 4, laatste lid, bedoelde meerderheid stelt de nadere regelen vast voor de verzending en het verlenen van de instemming door de betrokken wetgevende vergaderingen.

Overgangsbepaling

Deze regeling treedt in werking vanaf de eerstvolgende algehele vernieuwing van de Kamer van volksvertegenwoordigers en de Senaat. »